



# COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction d'un  
parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en  
Guadeloupe.**

**Pour l'émancipation des  
peuples de Martinique et de  
Guadeloupe.**

**Pour la reconstruction de la  
IV<sup>e</sup> internationale.**

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 28 MARS 2026 - n° 1368

PRIX : 1 €

## ÉDITORIAL

# Des élections sur fond de crise et de guerre

**Après les élections municipales 2026, nous tenons avant tout à saluer et remercier les électrices et électeurs qui ont porté leurs voix sur les listes de Combat ouvrier. Nous remercions aussi tous ceux qui se sont inscrits sur ces listes comme candidats.**

Nos listes étaient présentes dans cinq communes en Guadeloupe et à Fort-de-France en Martinique.

Au total, ce sont 1 574 voix qui se sont portées sur nos candidats à l'échelle des deux îles. Ce résultat est le fruit d'un travail collectif : 222 militants et sympathisants ont courageusement participé à nos listes pour porter la voix des travailleurs.

Dans l'Hexagone le vote a glissé encore un peu plus vers l'extrême droite. Le Rassemblement national remporte des dizaines de villes moyennes, a menacé Marseille et prend Nice via l'alliance avec Éric Ciotti. Il s'appuie toujours sur la démagogie anti-immigration et cherche surtout à rassurer le grand patronat sur sa capacité à gérer les affaires de la bourgeoisie avec ordre et efficacité.

À l'autre bord, La France Insoumise obtient de bons scores à deux chiffres dans plusieurs grandes villes (33 % à Lille). Elle obtient l'élection du maire Bally Bagayoko à Saint-Denis, l'un des premiers maires noirs dans l'Hexagone d'une commune de plus de 100 000 habitants. Si LFI capte une colère sociale dans les villes universitaires et dans des quartiers populaires, dans de nombreuses villes il a pu ob-

tenir 10 % et faire alliance ou se maintenir au deuxième tour.

Le discrédit des partis dits « classiques » de gauche (PS, Écologistes) et de droite (République en marche, Les Républicains...) a pu être profitable à des partis jugés plus radicaux, mais ces « classiques » restent quand même les plus implantées, avec leur solide culture de gestion au service de la grande bourgeoisie.

Parallèlement, il faut souligner que l'abstention est toujours la grande gagnante avec plus de 43 % des inscrits.

Peu importe l'étiquette, les nouveaux maires se heurteront aux mêmes problèmes : la baisse des dotations de l'État, les règles capitalistes de la concurrence, la nécessité de devoir plaire aux investisseurs et bourgeois locaux pour le moindre projet. Ils seront de simples gestionnaires du capitalisme à leur échelle.

Ce ne sont pas les nouveaux élus qui changeront la donne pour le camp des travailleurs. La politique de la bourgeoisie est partout la même, c'est l'austérité.

Pour maintenir les profits records des grosses sociétés, les budgets des communes et des services publics sont sacrifiés. En Guadeloupe,

le scandale de l'eau fait suite à des décennies de gestion capitaliste. Pendant que les subventions coulent à flot vers les entreprises !

Les attaques contre les salariés vont s'amplifier. Depuis 2025 le vol de cinq jours d'indemnités chômage par an, les nouvelles lois de « simplification » de 2026 qui veulent empêcher les travailleurs de contester les licenciements, les attaques sur les 40 % de vie chère des employés de la fonction publique aux Antilles ! Les travailleurs ont toutes les raisons de se révolter.

Les promesses de campagne s'évaporent dès le lendemain du scrutin. Le véritable programme, celui qui répond aux intérêts vitaux des exploités, ne s'accomplira que par la lutte collective. C'est la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ! L'interdiction des licenciements ! L'indexation véritable des salaires sur les prix !

Et face aux horreurs de la guerre au Moyen-Orient et ailleurs, seuls les travailleurs en lutte, en France comme ailleurs, ont le pouvoir d'arrêter la machine de guerre impérialiste en refusant déjà par exemple de produire et de transporter les armes de la mort.

### Martinique

**Transaglo : les  
chauffeurs en lutte  
pour leur salaire**



**LIRE p. 2**

### Guadeloupe

**Grève au Casino :  
pas de jackpot  
sans travailleurs**

**LIRE p. 2**

**Municipales 2026  
Nos résultats dans  
chacune des  
communes**

**LIRE p. 4**

**Il y a 80 ans  
La départementa-  
lisation**



**LIRE p. 6**

# Martinique

## Transaglo : les chauffeurs en lutte pour leur salaire

**Depuis le mardi 17 mars 2026, les chauffeurs de cette société sont en grève. Ils demandent une augmentation de salaire de 300 euros nets par mois, l'arrêt des représailles antisyndicales menées par le gérant depuis leur grève d'avril-mai 2025, ainsi que l'arrêt de la méthode managériale de la secrétaire administrative.**

Pour se faire entendre, les grévistes ont dans un premier temps installé un piquet à l'entrée de la voie donnant accès au centre de maintenance de la RTM (Régie des transports de Martinique) à l'Étang Z'Abriots, ne permettant aucune sortie de bus. Puis, face à l'obstination et aux propos du gérant du Transaglo, face au silence des responsables autant politiques qu'administratifs de Martinique Transport, ils ont installé un second piquet au Lareinty, devant le centre de maintenance des BHNS. Ils ont aussi mis sur pied un comité de grève pour mener leur grève et prendre leurs décisions.

Dès le mercredi 18, on a entendu un représentant du PPM, élu de la CTM, parler de « prise en otage des usagers », un refrain

écoulé souvent utilisé, chaque fois que des travailleurs ayant un rôle essentiel et incontournable dans la société se mettent en lutte. Et on a même entendu que la demande de 300 euros net d'augmentation était exagérée. Ce n'est pas l'avis d'autres chauffeurs exerçant dans d'autres sociétés de transport venus leur apporter leur soutien et de quoi tenir sur le piquet.

Après plusieurs jours de grève, le silence des politiques vient du fait que dès septembre 2025, un nouveau marché des transports des passagers dans la zone centre (CACEM) aurait dû entrer en application dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Cela aurait permis une harmonisation des droits sociaux, et en particulier des rémunérations.



Cette évolution n'est toujours pas faite. Et aujourd'hui les chauffeurs de Transaglo n'entendent pas faire les frais de l'incapacité des responsables de Martinique Transport à gérer cette DSP. Et ils ont parfaitement raison.

Les grévistes ayant décidé de

suspendre leur mouvement durant le week-end du deuxième tour des élections municipales, l'ont repris dès le lundi 23 mars au matin.

Ils ont publié une déclaration appelant les autres chauffeurs à les rejoindre dans la lutte et restent déterminés.

## Transaglo : le patron pique une crise

Pour le patron, ce serait la faute de Martinique Transport, la situation financière serait tendue, les augmentations de 300 € net par mois, seraient illusoires, il y aurait plus de frais que dans les

autres entreprises... Enfin, il sous-entend qu'au nouvel appel d'offres, il cessera l'activité. Chez ce genre de patron, quand vient l'heure des bénéfices, les dents sont dehors et quand il

s'agit de partager, la main est serrée comme un pinge ? Qu'il montre les comptes de son entreprise, comme les grévistes le lui ont d'ailleurs demandé, et ils verront s'il est en difficulté.

La direction zélée préfère mettre la pression sur les salariés, jusqu'à revenir sur l'accord qu'ils ont signé. Ce sont bien des méthodes de patrons voyous !

# Guadeloupe

## Grève au Casino : pas de jackpot sans travailleurs

**Au casino de Saint-François, une partie des salariés est en grève depuis le 13 mars. À l'origine du mouvement, l'échec des négociations annuelles obligatoires.**

Les travailleurs revendiquent notamment 5 % d'augmentation, ainsi qu'une hausse de la prime d'ancienneté. Après plusieurs réunions, la direction a décidé d'une augmentation ridicule de 1 %, soit à peine une vingtaine d'euros brut. Pour les grévistes, cette décision est inacceptable. Ils soulignent que l'établissement fonctionne toute l'année, week-ends et

jours fériés compris, et qu'il réalise des bénéfices. Pourtant, la direction renvoie désormais toute discussion au siège du groupe Cogit.

Un piquet de grève a été installé devant le casino. Les salariés dénoncent le mépris de la direction et entendent maintenir la pression pour obtenir de véritables augmentations.



**Sur le piquet des grévistes du Casino de Saint-François. ©Jordi Rayapin - Guadeloupe la 1ère.**

## Jarry : grève des dockers

Plusieurs dizaines de dockers sont entrés en grève le mercredi 18 mars 2026 sur le port de Jarry. Leurs principales revendications portent sur les salaires et les conditions de travail. Ils réclament le maintien de leur salaire

et leurs droits selon leur convention collective et veulent un état des lieux sur la classification des personnels. Ils dénoncent le manque d'effectif et de formation du personnel. Leurs temps de repos hebdomadaires ne sont pas respectés, ain-

si que les mesures de sécurité liées à la dangerosité de leur métier.

Par ailleurs, l'entreprise fait appel à de jeunes travailleurs en contrat à durée déterminé (CDD) dont les droits ne sont

pas respectés. Ces dockers lancent un bras de fer contre la direction de l'UEM, l'Union des manutentionnaires. Ils ont choisi la grève comme rapport de force et ils ont bien fait.

# France Travail : les agents attendent le directeur général de pied ferme

Réunis en assemblée générale vendredi 20 mars, plus d’une cinquantaine d’agents de France Travail Guadeloupe et Iles du Nord ont voté la grève pour le 31 mars. Le directeur général de l’organisme, Thibault Guilluy, sera présent en Guadeloupe et les agents ont bien l’intention de lui faire savoir qu’ils sont mécontents. Le sous-effectif chronique, le manque de formation qualifiantes et diplômantes pour les demandeurs d’emploi, la précarité et l’agressivité des chômeurs qui augmentent tandis que les allocations se réduisent comme peau de chagrin, sont autant de raisons qui sont à l’origine du ras le bol.

# Deshaies : une plage pas si paradisiaque

**Par un arrêté publié le lundi 16 mars 2026, la municipalité de Deshaies interdit provisoirement la baignade sur la plage du bourg. La cause : une contamination bactérienne de l’eau autrement dit, la présence de la bactérie *Escherichia coli*, au-delà des seuils autorisés.**

C’est une bactérie que l’on trouve dans le système digestif humain. En conclusion, des eaux souillées aux matières fécales se retrouvent dans la nature. Ce n’est pas la première fois que ce type d’interdiction survient dans la commune. C’était le cas le 29 octobre 2024. Un arrêté municipal interdisait la baignade sur la plage de Gadet à cause d’une contamination de l’eau aux entérocoques intestinaux (EI), des bactéries fécales. Claude Bouchon, professeur émérite en écologie marine de l’Université des Antilles avait déclaré à l’époque : « À Deshaies, il y a des tas de ravines qui sont des égouts à ciel ouvert.

*Comme il a beaucoup plu ces temps-ci, ça ne m’étonne pas trop. Quand il pleut beaucoup, les eaux usées se déversent dans la mer. Le problème est que le temps que le prélèvement soit fait et analysé, on se baigne avant que l’arrêté ne soit pris ».* Selon un récent rapport de la Chambre régionale des comptes (CRC) sur l’état du réseau d’assainissement, le rejet des eaux usées, sans traitement, dans la nature, est source de risques sanitaires et environnementaux graves. L’autre scandale vient des délais. Entre les prélèvements et les résultats, les gens ont le temps de se baigner dans l’eau



La plage du bourg de Deshaies.

souillée. Cette fois, pour Deshaies, les résultats des prélèvements de l’Agence régionale de Santé datent du 9 mars 2026 alors que l’arrêté municipal a été pris le 14 mars et publié le 16 mars. L’équipe municipale était-elle peut-être trop occupée par les élections municipales ?

# Soutien à la population cubaine

**L’association « Lyannaj Cuba. Pas d’humanité sans solidarité » cherche à sensibiliser la population pour populariser leur soutien avec Cuba, face au blocus de l’impérialisme américain.**

Une manifestation aux flambeaux au départ de la maison des syndicats est prévue à 18 h, le vendredi 27 mars. Les États-Unis cherchent à dominer la plus grande partie du monde, pour le bénéfice des grands groupes capitalistes, jamais rassasiés de profits. Ils n’ont jamais toléré qu’une petite île, à quelques dizaines de kilomètres de leurs côtes, ne se soumette pas à leur diktat. Le blocus économique asphyxie Cuba et réduit une grande partie

de la population à la misère absolue. La situation s’est encore aggravée avec la politique agressive de Trump vis-à-vis de Cuba et au plan mondial. À Combat Ouvrier, nous soutenons toutes formes de protestations, de manifestations contre les attaques de l’impérialisme, qui continue d’amplifier son blocus économique sur Cuba. La seule façon de mettre fin à cette société barbare, c’est de lutter sur le terrain du communisme et de l’internationalisme.



Manifestation du 20 février 2026, à la maison des syndicats.

# Incident raciste à Sainte-Anne

**À Sainte-Anne, mardi 17 mars 2026, pendant la campagne électorale dans le quartier Derrière-Morne, un vacancier blanc, gêné par le bruit des haut-parleurs sur une voiture, prend à partie un colistier du maire sortant et candidat.**

Une vidéo circule sur les réseaux sociaux et montre le vacancier insultant l’homme dans la « voiture sono » de « sale nègre » puis en lui crachant dessus. Aux Antilles, l’utilisation de

haut-parleurs sur les voitures est une habitude de longue date lors de campagnes électorales. De nombreux habitants sont habitués à cette pratique. Ce vacancier fraîchement arrivé se permet de s’imposer et de

proférer des insultes racistes dans une région colonisée par la France et où la population est majoritairement noire. Cette affaire aurait pu tourner mal pour ce raciste qui se

croit en pays conquis. Parce qu’un membre de l’équipe municipale commençait à s’interposer sérieusement pour faire ravalier à cet énergumène son arrogance.



# Municipales 2026

## Nos résultats dans chacune des communes

- Marlène Valentino au Gosier a obtenu 114 voix soit 1,27 % ;

- Sidjie Esdras à Deshaies a obtenu 156 voix soit 6,40 % ;
- Jean-Marie Nomertin à Capesterre-Belle-Eau a obtenu 342 voix soit 4,33 % des suffrages ;

- Marie-Agnès Castrot à Pointe-à-Pitre a obtenu 102 voix soit 2,12 % des suffrages ;

- Aline Ceril aux Abymes a obtenu 367 voix soit 1,97 % ;
- En Martinique à Fort-de-France notre candidat Gabriel Jean-Marie a obtenu 493 voix soit 2,33 % des suffrages ;

## Les résultats de Lutte ouvrière

**Nous publions ci-dessous un large extrait de l'article de nos camarades de Lutte ouvrière, membre comme Combat ouvrier, de l'UCI (Union communiste internationaliste).**

Dans ces élections municipales, Lutte ouvrière présentait 266 listes dans 243 communes différentes, et 23 listes d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille. Pour la première fois, Lutte ouvrière présentait une liste à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), Périgueux (Dordogne), Douai (Pas-de-Calais), Goussainville (Val-d'Oise), Bar-le-Duc (Meuse), Lorient (Morbihan), Villefranche-sur-Saône (Rhône), Méru (Oise), Lormont (Gironde) ou encore Kourou (Guyane). Au total, les listes de notre courant, qui rassemblaient quelque 11 000 candidats, s'adressaient à 10 millions d'électeurs, soit environ 21 % de l'électorat. Lutte ouvrière présentait aussi des listes dans les quatorze circonscriptions de la Métropole de Lyon. Pour sa part, l'organisation trotskyste Combat ouvrier (UCI) présentait également cinq

listes municipales en Guadeloupe et une en Martinique. Les listes municipales de Lutte ouvrière recueillent au total 79 440 voix, soit 1,29 % des suffrages exprimés (44 762 voix, soit 1,46 % en 2020). Ces scores sont certes modestes mais, ici et là, ils dépassent les 5 %, voire les 10 % des voix, comme à Audincourt (16,02%) et Hérimoncourt (17,61%) dans le Doubs, Fourmies (13,25%) dans le Nord, Clermont (21,4%) et Margny-lès-Compiègne (17,81%) dans l'Oise, et Le Grand-Lucé (10,07%) dans la Sarthe. Les bons scores obtenus ici et là sont souvent liés à des circonstances locales, la liste Lutte ouvrière s'avérant par exemple la seule liste d'opposition. En tout cas, tous ces chiffres reflètent la présence de Lutte ouvrière, et il est notable que dans les différentes communes, c'est souvent dans les bureaux de vote des



quartiers populaires que nos militants obtiennent leurs meilleurs résultats. Lutte ouvrière compte désormais 24 conseillers municipaux (16 en 2020). Ces petits chiffres montrent que, dans un contexte marqué par la montée des idées réactionnaires, un courant communiste et révolutionnaire peut être présent, à la force du poignet, dans les principales agglomérations et dans de nombreuses villes moyennes.

Même très minoritaires, les militants de Lutte ouvrière sont présents pour dénoncer la marche à la guerre, la mainmise capitaliste sur la société, le recul de la condition ouvrière, les divisions entretenues entre travailleurs français et étrangers. Et il se trouve des dizaines de milliers de travailleurs prêts à voter pour des listes défendant ces idées, autrement dit à voter pour leur camp. **Michel Bondelet**

## Martinique : 2nd tour des municipales

**Le second tour des élections municipales s'est déroulé dimanche 22 mars 2026. 14 communes étaient concernées.**

Dans 10 communes (Saint-Pierre, Prêcheur, Morne-Rouge, Carbet, Bellefontaine, Schoelcher, Robert, Trois-Ilets, Ajoupa-Bouillon, Marigot), ce sont de nouvelles équipes, rajeunies, qui arrivent. Cinq d'entre elles sont conduites par des femmes. Dans les quatre autres (Fort-de-France, Sainte-Anne, Anses d'Arlets, Gros-Morne),

les maires sortants ont été reconduits. À l'occasion de ce second tour, certaines alliances entre adversaires du 1er tour, se sont nouées pour changer les équipes en place, avec plus ou moins de succès, sur la base de promesses électorales. Tous ces candidats, en dépit de leurs déclarations, ont pourtant un point en commun : aucun n'a

dénoncé le système capitaliste responsable des crises, des guerres, et aussi des difficultés que connaissent au quotidien les classes populaires. Tous n'envisagent leurs actions que dans le cadre de ce système. Celles et ceux qui font fonctionner la société, les travailleuses et travailleurs et membres des classes populaires qui

sont les oubliés ne doivent pas en attendre grand-chose. Au contraire, c'est à la construction d'un parti communiste révolutionnaire qui aura pour objectif la défense de leurs intérêts contre les actuels maîtres et profiteurs de ce système que nous devons continuer d'œuvrer. ■

## Guadeloupe : après le deuxième tour

**Dans ces élections municipales en Guadeloupe quelques nouveaux notables, jeunes et moins jeunes battent les anciens au deuxième tour.**

C'est le cas à Baie-Mahault, Goyave, Port-Louis, Anse-Bertrand. À Baie-Mahault le maire sortant a été sorti. Il s'agit d'Ary Chalus, président du conseil régional, battu largement par Michel Mado. Le plan de Chalus était de faire voter pour un de ses colistiers au sein du conseil municipal. Et cette manœuvre a déplu à l'électorat de la commune. Tout comme les procès en détournement de fonds qui l'attendent et qui ont aussi joué dans sa défaite ainsi que l'usure du

pouvoir. À Goyave Ferdys Louisy a été battu très largement par un jeune : Jean Luc Edom. Le président du SMGEAG le syndicat de l'eau ou, plutôt du manque d'eau a sans doute payé cher l'aggravation de la situation de la desserte en eau potable en Guadeloupe. À Port-Louis, Victor Arthein, soutenu par le parti communiste a battu Jean-Marie Hubert, indépendantiste de l'UPLG (union populaire pour la libération de la Guadeloupe) et vice-président

du conseil régional. Ces deux notables gagnent à tour de rôle depuis plusieurs années. À l'Anse-Bertrand, Daniel Moustache bat le maire sortant Edouard. Le fait que ces ex-maires aient été battu très largement montre bien le désir de changement de la population. L'illusion est grande sur le fait qu'un notable fera vraiment mieux que l'autre en ce qui concerne les intérêts de la population. En réalité rien de fondamental ne change. Per-

sonne de la classe politique classique, jeune ou moins jeune ne remet en cause le système capitaliste et colonial qui sévit. Tous se vautrent dans ce système et constituent l'ossature politique qui permet au système capitaliste de se maintenir en exploitant les travailleurs et en cultivant les illusions de la population en la démocratie bourgeoise. Les candidats communistes révolutionnaires de Combat ouvrier l'ont répété au cours de leur campagne car c'est la vérité.

# Inflation = *pwofitasyon* !

**Aux Antilles françaises, alors que la guerre s'intensifie au Moyen-Orient, les prix s'emballent déjà. Avant même que les coûts réels de production ne soient tous répercutés.**

Ce n'est pas un phénomène nouveau. Que ce soit à la venue d'une catastrophe naturelle ou lors des crises énergétiques dans le monde, les grandes sociétés ici activent l'inflation par anticipation. Elles gonflent leurs marges sans attendre la hausse à venir des coûts. L'aérien est en première ligne. Alors que le prix du kérosène est souvent sécurisé par des achats à l'avance comme chez Air France, les tarifs des billets ont bondi presque instantanément. Pour un voyage en mai (période creuse), les prix planchers qui tournaient en-dessous de 600 € avant le 11 mars ont été balayés.

Les voyageurs peinent désormais à trouver des vols en dessous de 800 €, avec des tarifs dépassant régulièrement les 1 000 €. Les prix des carburants et du gaz en Martinique et en Guadeloupe sont annoncés par les préfectures le premier jour de chaque mois. Il faut donc s'attendre à des augmentations importantes de ces produits au 1er avril 2026 et à leurs répercussions sur bien d'autres produits, y compris ceux de l'alimentation.

Il faut donc que les travailleurs se préparent à exiger des augmentations de salaire !



**Manifestation contre la vie chère aux Antilles, octobre 2024, Paris.**

## Saint-Denis : le poison raciste

**Bally Bagayoko, un Français noir fils d'une famille d'origine malienne émigrée a été élu maire de la ville de Saint-Denis (banlieue parisienne) dès le premier tour. Il est militant de La LFI (La France Insoumise).**

À peine élu, Bally a immédiatement été pris pour cible par des attaques racistes. Une polémique a été montée de toutes pièces autour d'une fausse déclaration lui attribuant l'expression « ville des Noirs ». Cette manipulation a servi de point de départ à l'avalanche de réactions racistes. Des commentaires laissent entendre qu'un maire noir serait un problème

pour la ville. Les mêmes milieux réactionnaires d'extrême droite et de l'ultra droite n'hésitent pas à présenter les habitants de Saint-Denis comme des « délinquants », révélant aussi leur mépris des classes populaires. À Saint-Denis, les classes populaires subissent fortement le chômage, la précarité et la dégradation des conditions de vie.

Ces attaques qui touchent le maire révèlent aussi la nécessité d'une réponse collective au racisme. La perspective pour les travailleurs est de défendre leurs intérêts communs au-delà des origines, contre le système qui en tire profit et nous exploite tous : le capitalisme et ses dirigeants. ■



**Bally Bagayoko**

## Martinique

### Fort-de-France : le vrai visage des politiciens

**À Fort-de-France, face au maire sortant du PPM, Didier Laguerre, le deuxième tour s'annonçait comme un duel avec deux autres têtes de liste de notables.**

En définitive il y a eu une nouvelle liste commune intitulée « *Aksyon Foyal pou nou démaré Fodfwans* ». Elle regroupait la liste de Francis Carole « *Démaré Fodfwans* », blindé par le Gran Sanblé et le PS d'une part. D'autre part la liste de Nathalie Jos, *Aksyon Foyal*, soutenue par *Péyi-a*, faisait partie du regroupement. Une troisième liste conduite par Steeve Moreau du PLP (Pour Le Peuple) l'organisation de Rodrigue Petitot, « Le R », a pu se maintenir au second tour. Cette alliance a tout l'air d'avoir été une affaire de postes en coulisses. Du coup, on n'a plus en-

tendu Nathalie Jos critiquer ni la liste conduite par Francis Carole, ni celle conduite par le maire Didier Laguerre. Aussitôt l'alliance faite, elle a d'ailleurs précisé : « *J'ai trouvé ma place en tous les cas, parce que ce qui est important, ce n'est pas une liste pour dégager le PPM, absolument pas....* ». Et de son côté Carole de renchérir : « *J'ai entendu dire que je voulais tout garder. Je pense que de droit, cela est possible, qu'il puisse y avoir quelqu'un qui soit président de la CACEM et qui ne soit pas le maire. En plus, nous voulons qu'il y ait une femme, enfin, qui dirige la CACEM. Cela fait*

*partie des discussions, des résultats, des échanges que nous avons eus.* ». Tout cela tombe donc très bien ! Après avoir bombardé la population de promesses au premier tour, ces notables se sont arrangés au deuxième tour, pour penser à leur

carrière. Ils n'auront pas le temps d'en profiter maintenant ayant subi une cuisante défaite face au maire sortant, premier notable de la ville, et bien loin des intérêts véritables des travailleurs. ■



## Le Robert : le nouveau cap de Mérine

On a pu entendre à la télévision Félix Mérine, candidat aux élections municipales dans la commune du Robert, dire que, s'il

était élu maire, il ne remplacerait pas les agents municipaux qui partent à la retraite. Autrement dit, ceux qui seront sous sa

mandature devront prendre sur leur dos la charge du manque d'effectif... Rien d'étonnant qu'un petit pa-

tron de maire annonce qu'il mettra en pratique la politique de restriction budgétaire du gouvernement contre les travailleurs !

# Il y a 80 ans, la départementalisation

**La loi du 19 mars 1946, a fait des colonies de Martinique, Guadeloupe, La Réunion et Guyane juridiquement des départements français.**

À l’époque, les défenseurs de ce nouveau statut dit « d’assimilation » expression plutôt mal choisie, avaient mis en avant l’égalité des droits entre les populations de ces territoires et celle de la « métropole » autre expression à consonnance coloniale.

## L’économie de plantation et la traite négrière

La Guadeloupe et la Martinique furent officiellement conquises par la France après le débarquement de 1635. En près de deux siècles ces deux îles sont passées par différentes péripéties guerrières entre Anglais et Français surtout, pour finalement rester « françaises » jusqu’à nos jours.

Les peuples autochtones Kalinagos décimés, la traite négrière transatlantique entre l’Afrique et les Amériques devint le principal fournisseur de main d’œuvre pour les plantations de canne à sucre. L’espérance de vie d’un esclave ne dépassait pas 30 ans.

En 1848, après l’abolition de l’esclavage, les anciens esclaves sont devenus des travailleurs salariés, sous-payés, des esclaves modernes. Leurs anciens maîtres, eux, ont été indemnisés par l’État français pour chaque esclave affranchi. Ils sont restés dominants en devenant des patrons capitalistes, maîtres d’industrie dans le sucre et le rhum. L’exploitation capitaliste et coloniale a remplacé l’exploitation esclavagiste.

## Après l’abolition, l’exploitation et la misère

La Martinique, la Guadeloupe, La Réunion et la Guyane constituaient en 1946 les plus vieilles colonies de l’empire colonial français par rapport aux colonies d’Afrique et d’Asie.

Au début du 20ème siècle, la majorité de la population vivait dans une profonde misère. Certains travailleurs de la campagne vivaient dans des « cases à nègres » faites de gaulettes tressées et de toits de paille de canne puis, plus tard, de planches et de tôles ondulées, construites sur les terres du patron de l’habitation.



**Manifestation aux Antilles. Années 1950. Sur la pancarte il est inscrit : « Assimilation des ouvriers d’agence locale aux ouvriers métropolitains - À bas les préjugés de race. »**

Les mauvaises conditions d’hygiène, les maladies intestinales, faisaient des ravages parmi les enfants. Les maladies dites tropicales (paludisme, pian, filariose) étaient courantes.

Les salariés des villes n’avaient pas un sort tellement plus enviable. La plupart vivaient dans de petites cases entassées par dizaines dans des « cours », les « lakou » dans une promiscuité qui favorisait toutes sortes de maladies et de conflits personnels. Après chaque crise de l’industrie sucrière, le chômage grandissait et poussait des campagnards vers les villes, accroissant la misère.

## L’assimilation, la fin de tous les maux ?

Les socialistes et les communistes antillais et réunionnais (membres du Parti communiste français, PCF) ont proposé et défendu la loi de départementalisation.

L’influence des communistes sur la classe ouvrière au sortir de la Seconde Guerre mondiale les a placés à la tête des principales luttes sociales aux Antilles. Ce sont eux qui ont créé et dirigé la plupart des syndicats d’ouvriers et de fonctionnaires. En Martinique, c’est Aimé Césaire qui, en tant que député du PCF, fut le rapporteur et le défenseur de la loi de départementalisation.

Les travailleurs leur ont fait confiance quand ils ont présenté « l’assimilation » comme la voie pour sortir de l’oppression sauvage et bénéficier de quelques lois sociales en vigueur ou censées l’être en France.

Mais c’était une illusion : l’assimilation ne porta pas les fruits importants et rapides qu’ils en espéraient. Les partis communistes issus de la révolution russe de 1917 n’étaient plus révolutionnaires depuis bien longtemps. Ils n’aspiraient plus au renversement du système capitaliste et à l’expropriation de la bourgeoisie. Leurs perspectives politiques se résumaient à calmer la colère populaire et à conquérir de nouveaux postes électoraux.

Il a fallu attendre les années 1960, la vague de décolonisation



en Afrique et en Asie, la guerre d’indépendance de l’Algérie, pour que l’État français se décide à investir pour éliminer le trop grand sous-développement, la trop grande misère de ses plus anciennes colonies. C’était le prix à payer pour éviter aussi l’essor de mouvements indépendantistes dans ces territoires.

De grands travaux ont été entrepris pour construire des logements sociaux et collectifs afin de « décaser » des milliers de travailleurs et leur offrir des conditions de vie plus décentes, l’électricité, l’eau courante et le tout-à-l’égout.

À Fort-de-France et Pointe-à-Pitre, des quartiers populaires plus modernes sont sortis de terre.

Concernant les avantages sociaux des travailleurs, la départementalisation n’a pas permis d’office une égalité entre les travailleurs antillais et français. Il a fallu des luttes et des grèves pour imposer l’accès à la Sécurité sociale, aux droits syndicaux, au même salaire minimum, notamment dans l’agriculture. La prime de vie chère de 40% a été gagnée en 1953 après trois mois de grève en Martinique, Guadeloupe et à la Réunion. Avant 1953, cette « prime de chaleur » bénéficiait uniquement aux fonctionnaires venus de l’Hexagone.

Ces grèves et émeutes furent réprimées dans le sang en 1925, 1952, 1954, 1961, « en mai 67 », en 1974 en Martinique et en Guadeloupe. Réprimées par des procès coloniaux retentissants comme celui des jeunes Martiniquais de l’OJAM (organisation de jeunesse anti-colonialiste martiniquaise) en 1964, des Guadeloupéens du GONG en 1968.

Ce sont ces luttes qui après un demi-siècle ont permis d’obtenir des changements sociaux favorables aux masses pauvres.

## La politique non communiste des partis communistes liés à l’URSS

On peut dire que la « lutte pour l’égalité des droits » prônée et

dirigée par les partis communistes de ces colonies a été un succès. Mais ce n’était que « la lutte pour l’égalité des droits » et non pas la lutte révolutionnaire contre la domination capitaliste. Lorsque l’histoire nous montre la puissance politique de ces partis à l’époque, la force des luttes, des grèves générales, leur caractère offensif, oui, une autre voie était possible. Lorsque l’histoire nous rappelle à quel point leurs dirigeants de l’époque, étaient adulés par les masses travailleuses, oui une autre voie était possible. Les Aimé Césaire, Rosan Girard, Vergès père et fils auraient, s’ils avaient été de vrais révolutionnaires communistes, proposé aux travailleurs la voie de la révolution sociale. Au lieu de cela ils ont dévoyé le potentiel révolutionnaire des masses de l’époque vers la voie de garage de la seule lutte pour l’égalité des droits et de la départementalisation. En un demi-siècle ils ont obtenu des résultats, certes mais....

## Le bilan

Quatre-vingt ans plus tard, les départements d’Outre-mer accusent toujours un retard de développement par rapport à l’Hexagone. Tous les fléaux sociaux y sont plus élevés : le chômage et la précarité deux fois plus importants, la vie chère, les salaires plus faibles, le taux d’illettrisme plus élevé, la mortalité infantile et maternelle plus élevée...

En revanche, la bourgeoisie locale dite « békée » pourrait tirer un bilan très satisfaisant de cette départementalisation. L’État français et l’Europe sont complices de la vie chère imposée par ces grands groupes békés qui siphonnent l’argent public à coup de millions d’euros de subventions par an. À titre d’exemple, le groupe Bernard Hayot (GBH), le plus riche des Antilles, a touché 57 millions d’euros de subventions en 2024 sans aucune contrepartie. Département ou pas, le cancer économique et social du capitalisme et de ses corollaires, le mépris colonial et le racisme, sont toujours bien présents.



# Guerre en Iran : profiteurs et sacrifiés

À l'heure où nous écrivons cet article, le détroit d'Ormuz est toujours « bloqué » par l'Iran, entraînant une baisse importante (20 %) de l'approvisionnement pétrolier mondial, critique pour certains pays.

La Corée du Sud ne disposerait plus que d'une semaine de réserves d'essence. Le prix du baril est passé de 70 à 115 dollars, et le litre d'essence a augmenté d'environ 20 centimes en France. Ce n'est sans doute que le début d'un conflit prolongé, et d'un enrichissement insolent pour certains. Depuis l'escalade, plusieurs secteurs réalisent des profits record. L'industrie de l'armement, Lockheed Martin, Raytheon, Northrop Grumman, bénéficie directement de la multiplication des frappes et des livraisons d'armes. Chaque missile tiré représente des millions de dollars injectés dans les caisses des grands groupes. Les compagnies pétrolières profitent aussi de la situation. La hausse des prix du pétrole permet à des géants comme Exxon Mobil ou Chevron d'augmenter leurs marges et de capter des parts de marché, pendant que les

populations subissent l'inflation énergétique. En France ce sont les Dassault et Thales et autres fabricants de drones qui engrangent des millions de bénéfices. Les entreprises technologiques liées à la défense (drones, surveillance, cybersécurité) voient également leurs contrats exploser. Cette guerre marque une étape supplémentaire avec l'utilisation accrue de l'intelligence artificielle, devenue un véritable terrain d'expérimentation. Une guerre longue maintient la pression sur l'Iran et s'inscrit dans une stratégie plus large de domination, notamment face à la Chine. Elle permet aussi de justifier l'augmentation du budget militaire américain. Le blocage du détroit d'Ormuz met en difficulté politique les États-Unis. Trump a appelé d'autres puissances à intervenir, y compris la Chine, sans succès. Pour l'instant, même des alliés

proches n'ont pas décidé de s'engager. Comme souvent, le risque d'engagement est élevé. La guerre mobilise des ressources considérables et devient impopulaire, y compris aux États-Unis. La lassitude face aux conflits prolongés risque de grandir. Derrière les discours officiels, cette guerre apparaît comme un engrenage mêlant profits privés et intérêts stratégiques. Sa prolongation sert certains intérêts, mais accroît les risques d'extension du conflit. En attendant, des

milliers de personnes en Iran et au Liban subissent des conditions de vie atroces. On compte des milliers de blessés et de morts. Dans ce contexte, il est probable que la guerre se prolonge, mais aussi que d'autres émergent, portées par la nécessité pour le capitalisme américain de maintenir sa domination. Face au danger représenté par les dirigeants impérialistes pour le monde, seules les mobilisations des travailleurs peuvent renverser le système.



## France

# Macron : de la guéguerre à la guerre ?

Après ses annonces sur l'extension de la dissuasion nucléaire française, Emmanuel Macron a posé tout sourire devant la maquette du futur porte-avion nu-

cléaire de l'armée baptisé « Le France libre ». Un nom qui peut rappeler le slogan de George Orwell : « La paix, c'est la guerre » dans son livre « 1984 ».

Avec les bombardements américains de l'Iran il ne faudrait pas oublier que notre impérialisme aussi est un va-t'en-guerre. Quatrième exportateur d'armes !

Et plein de profits pour les Dassault, Thalès, Safran, etc. avec en ligne de mire les conflits à venir.

# L'hypocrite Charte sociale européenne

Le 19 mars 2026, le gouvernement français annonçait qu'il ratifiait l'extension de la Charte sociale européenne aux territoires d'outre-mer.

Soit 53 ans après la ratification par la France de ce traité censé garantir la protection des droits sociaux et économiques des citoyens de l'Europe, sans discrimination. Belle hypocrisie ! Reniflant la bonne occasion, quelques heures plus tard la député socialiste Béatrice Bellay se félicitait de cette décision en se mettant en scène sur ses réseaux sociaux. C'était surtout l'occasion pour elle, campagne électorale oblige, de mettre l'accent

sur le soi-disant rôle de son groupe socialiste dans une telle décision. Une comédie qui semble aujourd'hui plutôt dérisoire. À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, le Traité instituant la Communauté économique européenne assorti de la Charte sociale européenne (CSE) ont été mis en place par les bourgeoisies des ex-pays belligérants. Ces traités devaient selon ces bourgeoisies « garantir

les droits humains fondamentaux, les services essentiels et un revenu permettant à chaque individu de vivre dans la dignité ». Ils leur permettaient surtout de se remettre sur les rails au sortir de la guerre. La réalité c'est que « Charte sociale européenne » ou pas, pour contenter leur appétit de profits, les bourgeoisies des pays impérialistes, États-Unis en tête, s'assoient dessus ! Et aujourd'hui on assiste à une régression

des droits sociaux, pour aller vers une économie de guerre. Alors pour les travailleurs et les classes populaires, celles des Antilles et des pays européens, la question n'est pas de se féliciter que le gouvernement français imbibé de ses relents coloniaux et méprisants entrouvre la porte de la C S E. C'est que l'on soit de plus en plus nombreux convaincus de la nécessité de se débarrasser de ce système capitaliste.

# Dans les entreprises

## La voix des communaux (Abymes)

Tout le monde compte mais certains comptent quadruple L'une des fiches de paie du DGS (Directeur général des services) a été publiée sur les réseaux sociaux. Son salaire dépasse les 10 000 € par mois. Le DGS doit être très productif : il est payé

l'équivalent de quatre agents de catégorie C. Konba travaillé bannan !

Le POSEI en sursis ? Cinq ans après la menace des Européens, de remettre en cause les crédits du POSEI, voilà la Cour des comptes qui déclare vouloir remettre en cause ces financements. La raison, ça pro-

fite principalement, aux gros producteurs. Ce qui est vrai, mais les patrons de la filière banane n'entendent pas abandonner cette rente de 223 millions d'euros. La question reste donc posée ! Écho de l'aéroport Méthodes de mafieux Une douzaine de compagnies aériennes s'étaient mises d'ac-

cord sur le prix du fret entre 1999 et 2006, pour garder les prix élevés. Air France-KLM a écopé d'une amende de 368 millions d'euros pour entente illicite. Et combien cela lui a-t-il rapporté ? Pour le savoir il faudrait que nous, les travailleurs, imposions notre contrôle sur les comptes de ces capitalistes.

## MARTINIQUE

**DIMANCHE 26 AVRIL 2026**

### REPAS FRATERNEL ANNUEL DE COMBAT OUVRIER

**De 12H à 19H à l'ESAT de Rivière l'Or**

**Retiens cette date ! Participation : 30 euros**

**Réclame ton ticket d'entrée à nos camarades et sympathisants ! Contact : 0696 89 93 57**

## GUADELOUPE

**DIMANCHE 10 MAI 2026 DE MIDI À 20H**

### FÊTE ANNUELLE DE COMBAT OUVRIER

**À l'Espace Dihal, Belle-Plaine, Les Abymes.**

**Repas festif, espace forum, animations musicales**

**Participation : 30 euros**

**Réclame ton ticket d'entrée aux camarades dès maintenant ! Contact : 0690 53 30 24**

# Haïti : la comédie des forces de soutien

**Alors que l'escadron kényan arrivé en 2024 se retire, des policiers tchadiens arrivent pour les remplacer dans leur mission.**

Les policiers kényans venus il y a 21 mois pour appuyer la police et mettre au pas les gangs, ont échoué. Le but de la mission internationale de sécurité dirigée par le Kenya était d'aider la police haïtienne à maîtriser ou, à défaut, à contenir les gangs armés. Ils se sont cantonnés à patrouiller autour de leur base proche de l'aéroport. Lors de

leurs rares sorties dans les quartiers populaires ils n'ont pu rivaliser avec les armes des gangs. Trois policiers ont été tués.

L'action du gouvernement a été sans effet pour les quartiers populaires où la situation demeure critique. Plus de 1,45 million de personnes sont déplacées et vivent dans des abris de fortune en raison de la violence des gangs.

En sous-effectif, la mission de soutien à la police a montré son inefficacité et son échec contre les gangs qui rançonnent les habitants des quartiers populaires et contrôlent les routes autour de la capitale.

C'est un contingent de policiers tchadiens qui prendra la relève. Leur arrivée en avril est prévue en plus grand nombre dans le cadre de la future « Force de répression des gangs ».

Attendue par le gouvernement, soutenue par les États-Unis, autorisée par les Nations Unies, elle aura un an pour aider le gouvernement haïtien à rétablir la sécurité et à organiser des élections. Elle devrait compter environ 5 500 membres.

La venue des policiers tchadiens est une nouvelle tentative pour les dirigeants de montrer qu'ils peuvent affronter les gangs.

La population ne se fait pas d'illusions, le gouvernement n'a pas prouvé de résistance face aux gangs. Cette force armée est là pour rassurer les bourgeois et peut être utilisée contre la population si celle-ci se soulève pour se défendre elle-même.



**Cérémonie de départ de soldats kényans. Nairobi, Kenya. 2022**

# Les Îles Vierges britanniques font face

**Depuis la pandémie de COVID-19 en 2020, les Îles Vierges britanniques (BVI) entretiennent une coopération médicale avec Cuba via des brigades de médecins cubains.**

Cette coopération est maintenue malgré les pressions américaines. En mars 2026, les BVI confirment le maintien du programme médical cubain. À contrario, d'autres pays caribéens comme la Jamaïque ou le Guyana l'ont arrêté à cause de pressions des États-Unis, de peur de subir des représailles de ces derniers. Cuba déploie ses brigades médi-

cales dans la Caraïbe depuis des décennies. Ces missions génèrent des revenus pour Cuba qui récupère une partie des salaires des soignants déployés dans les autres pays de la Caraïbe. Washington critique ces missions en prétextant être indigné par l'exploitation des médecins. En réalité, les États-Unis souhaitent que les pays de la Caraïbe arrê-

tent la coopération avec Cuba pour affaiblir ce dernier.

Ces pressions étatsuniennes résultent du pouvoir impérialiste installé par les États-Unis dans la Caraïbe et dans le monde. Cuba qui n'a pas accepté d'être à la botte de l'impérialisme américain depuis la révolution cubaine dans les années 50, subit toujours les pressions des États-Unis.

## ABONNEMENT

**12 MOIS :**

**Sous pli fermé 33 €**

**Sous pli ouvert 25 €**

**Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de .... mois.**

**NOM : .....**

**Prénom : .....**

**Adresse : .....**

**Ci-joint par chèque la somme de .... euros.**

**Règlement par chèque adressé à :**

M. Philippe ANAÏS  
Combat ouvrier  
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -  
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,  
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>